

**Hélène Quemoun**

Commissaire aux Comptes DPLÉ  
Expert-Comptable DPLÉ  
Maître en Droit  
Diplômée de l'Université de Droit de Warwick (GB)

## **ASSOCIATION ITINERAIRES**

8 Rue du Bas Jardin  
59 000 LILLE

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

## **EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

---

Membre du Conseil Régional de l'ordre des experts comptables du Nord-Pas de Calais  
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Jean-Pierre Quemoun SARL au capital de 1 €

35, rue Jacquemars Gielée - 59000 LILLE  
Téléphone : 03 20 57 72 63 - Télécopie : 03 20 30 00 43 - email : gfallille@jeanpierrequemoublii.com

3, avenue Junot - 75018 PARIS  
Téléphone : 01 42 58 53 09 - Télécopie : 01 42 52 04 45 - email : gfiaparismontmartre@jeanpierrequemounbii.com

Siret 477 667 315 00 14

## **ASSOCIATION ITINERAIRES**

8 Rue du Bas Jardin  
59 000 LILLE

A Mesdames et Messieurs les Membres d'Itinéraires,

### **Opinion**

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Itinéraires relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels qui vous ont été adressés.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à

l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

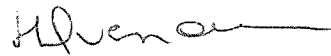
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille le 20 Mai 2025

Pour la SARL Jean-Pierre QUEMOUN

Hélène QUEMOUN

Commissaire aux Comptes





## Association ITINERAIRES

Association de type loi 1901  
dont la création a été publiée au Journal Officiel le 12/14/1991

Adresse du siège social : 8 rue du Bas Jardin  
Code postal : 59021 Commune : LILLE CEDEX  
Téléphone : 03 20 52 11 00 Télécopie : 03 20 85 11 91  
Courriel : [contact@itineraires.asso.fr](mailto:contact@itineraires.asso.fr)  
Numéro Siret : 1\_3\_1\_8\_1\_2\_1\_7\_1\_2\_1\_1\_1\_2\_1\_4\_1\_0\_1\_0\_1\_0\_1\_2\_1\_4\_1

Le Président est Monsieur Alain CIESLAK

Le Directeur Général est Madame Sabrina CASIER

### OBJET SOCIAL

L'association a pour objet de gérer des actions de prévention spécialisée, conformément à l'arrêté du 4 juillet 1972 sur les clubs et équipes de prévention, de développer des activités qui pourront concourir à la formation, l'éducation, l'insertion sociale et professionnelle ; et coordonner les actions dans le cadre d'une politique de développement social et communautaire des quartiers.  
Plus généralement, l'association développe toute activité visant à favoriser l'autonomie et l'épanouissement personnel, la santé, à permettre l'exercice de la citoyenneté, à promouvoir des actions en direction des jeunes et des jeunes adultes en grandes difficultés sociales, notamment liées à l'errance et à la prostitution.  
(Article 4 de ses statuts)

L'association détient plusieurs agréments :

- 1- Agrément au titre de la Prévention Spécialisée délivré par le Conseil Général du Nord en date du 29 novembre 2007.
- 2- Agrément n° 315 90 255 159 en tant qu'organisme de formation délivré par le Conseil Régional Nord Pas-de-Calais en 1992.
- 3- Agrément Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) délivré par la Direction Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 10 décembre 2008.
- 4- Agrément comme Centre d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues (CARRUD) délivré par la DDASS en date du 19 décembre 2006.

L'association est adhérente de :

- la CNAPE, Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant
- l'URIAE, Union Régionale de l'Insertion par l'Activité Economique Nord Pas-de-Calais (
- l'Association CHANTIER ECOLE, réseau des Entreprises Sociales Apprenantes
- du GRAAL, Groupe de Recherche pour l'Aide et l'Accès au Logement dont elle est membre du Conseil d'Administration.
- La Fédération Addiction

## **LES ACTIVITES : NATURE ET PERIMETRE**

Les activités de l'association sont organisées en quatre pôles : L'intervention dans les quartiers, l'insertion professionnelle, la prévention du décrochage scolaire et la réduction des risques.

### **L'intervention dans les quartiers**

#### Le Club de Prévention Spécialisée

Huit équipes d'éducateurs spécialisés de prévention spécialisée accompagnent individuellement et mènent des actions collectives de prévention de l'exclusion et de la marginalisation auprès des jeunes de 11 à 25 ans et leur famille sur différents quartiers de Lille : Moulins, Wazemmes, Vieux Lille, Fives, Faubourg de Béthune, Lille Sud, Hellemmes, Wattignies. Chaque équipe est implantée sur son territoire d'intervention où elle dispose d'un local et de bureaux permettant d'accueillir les jeunes mais aussi les partenaires concourant à l'insertion des jeunes.

### **L'insertion professionnelle**

#### Plateau Technique

Le Plateau Technique gère les ateliers et chantiers d'insertion qui se déclinent autour des activités de bâtiment - la menuiserie, le gros-œuvre et le second-œuvre (maçonnerie, plâtrerie, peinture) - et de l'entretien de locaux.

Les encadrants techniques, professionnels dans leur domaine d'activité, dirigent une équipe composée en moyenne de cinq jeunes en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI).

L'objectif des ateliers et chantiers d'insertion est la mise en situation professionnelle, avec contrat de travail, de jeunes dans le but de travailler leur insertion et leur qualification. Une référente des parcours accompagne chaque jeune pour la réalisation de son projet.

Une quarantaine de postes d'insertion est agréée chaque année par la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique.

Le Plateau Technique détient les agréments ACI et Entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire.

### **La réduction des risques :**

#### Entr'Actes

L'équipe d'Entr'Actes propose des accompagnements sociaux et médico-sociaux aux travailleuses du sexe, ainsi que la prévention et la réduction des risques liés aux pratiques sexuelles et à l'usage de drogues. L'action est agréée Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues (CAARUD) dont les missions sont l'accueil collectif et individuel des usagers de drogues, le soutien dans l'accès aux soins, aux droits, au logement et à l'insertion professionnelle, la mise à disposition de matériels de prévention, des actions de médiation sociale.

Environ 600 personnes sont suivies chaque année par l'équipe d'Entr'Actes soit par le biais d'un travail de rue, d'une antenne mobile ou par un accompagnement individuel et des actions collectives menées dans un local situé au cœur du territoire prostitutionnel lillois.

Les personnes suivies par l'équipe d'Entr'Actes, le sont soit par le biais d'un travail de rue, de l'Antenne Mobile soit par un accompagnement individuel et des actions collectives menées dans un local situé au cœur du territoire prostitutionnel lillois.

## **La prévention du décrochage scolaire**

### « Mistral Gagnant »

L'Accueil de Jour « Mistral Gagnant » prend en charge des jeunes présentant des difficultés scolaires, sociales, familiales et psychologiques en situation de rupture avec le système scolaire. Leur accueil est organisé autour d'un projet individualisé alternant de la remobilisation scolaire au collège ou à l'accueil de jour, des activités sportives, culturelles et artistiques, des entretiens familiaux, des découvertes des métiers et stages en entreprise. Jusqu'à 22 jeunes entre 12 et 18 ans peuvent être accompagnés à Mistral Gagnant.

### Les Acteurs de Liaison Sociale dans l'Environnement Scolaire (ALSES)

Les ALSES, éducateurs spécialisés, interviennent dans les collèges auprès des jeunes en difficultés et travaillent à une continuité de l'accompagnement en lien avec la communauté éducative du collège, la famille, les intervenants sociaux et d'insertion du quartier de domiciliation des jeunes.

Les cinq ALSES appartiennent aux équipes de Prévention Spécialisée des quartiers avec qui ils articulent leurs interventions. Ils accompagnent près de 300 collégiens chaque année.

### Les Médiateurs Ecole/Familles/Quartier

Les médiateurs Ecole/Familles vont à la rencontre de parents dans ou à l'extérieur des écoles partenaires pour impliquer ces derniers dans la scolarité de leur enfant. Ils participent au développement et à la consolidation des liens entre les écoles, les familles et le quartier dans le but de redonner une place aux parents dans l'accompagnement à la scolarité de leur enfant. Douze médiateurs interviennent dans douze groupes scolaires maternels et primaires.

Ils appartiennent aux équipes de Prévention Spécialisée des quartiers avec qui ils articulent leurs interventions.

14 médiateurs interviennent dans 12 groupes scolaires (maternelles et écoles primaires).

### Le Dispositif d'Accueil des Elèves Exclis Temporairement :

Dispositif pour remobiliser le jeune dans sa scolarité suite à une exclusion temporaire. Les motifs de renvoi relèvent de problèmes de comportements (insolence, violences physiques ou verbales, absentéisme).

Le Dispositif accueille des groupes de 6 élèves, 5 jours de suite (durée de l'exclusion) pour éviter une rupture scolaire avec cinq demi-journées de cours assurés par six enseignants volontaires issus des huit collèges partenaires. La semaine est pilotée par une éducatrice référente, et est ponctuée de bilans individuels, groupes de parole, sport et pratique théâtrale. A l'issue de la semaine un accompagnement éducatif est proposé à l'élève et sa famille par l'équipe du club de prévention du quartier.

### Mon Avenir J'Y Crois :

MAJ'YC est une action d'accompagnement spécifique, en partenariat avec les Missions Locales de Lille et de Métropole Sud, pour des jeunes âgés de 16 à 21, sans emploi ni formation, avec une offre spécifique pour les mineurs.

L'objectif est de les aider à la construction d'un projet professionnel et de travailler à la poursuite du parcours vers une qualification ou un accès à l'emploi.

## Atout Parents

C'est un projet mis en place en novembre 2021 pour soutenir et conseiller les parents confrontés à l'absentéisme scolaire, à la déscolarisation, aux difficultés psychologiques ou de comportements de leur enfant.

Animé par une éducatrice spécialisée formée à la thérapie familiale, ce dispositif s'adresse à tous les parents des enfants socialisés à Lille et sa métropole.

L'éducatrice référente intervient dans les collèges Benjamin Franklin, Paul Verlaine, Miriam Makeba, Nina Simone, Boris Vian, Martha Desrumaux, Jean Zay, Levi Strauss et Anatole France. Elle est aussi mobile et s'adapte à la demande des familles. Elle peut ainsi les rencontrer à domicile ou dans le lieu de leur choix. Amélie organise des rendez-vous individuels, des groupes de parole et des ateliers collectifs.

## **L'accompagnement des jeunes en errance**

### Le SPOT (Service de Prévention, d'Orientation et de Transition)

Mis en place par Itinéraires en septembre 2021 à la demande du Département du Nord, le SPOT est un service de recherche et un lieu d'accueil à bas seuil dédié aux mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance qui sont en situation de fugue et aux jeunes majeurs en errance. Le lieu d'accueil est judicieusement installé dans le centre de Lille, l'équipe, à proximité des gares.

L'équipe, composée de 4 éducateurs spécialisés et d'1 psychologue, a pour mission de renouer le lien entre les jeunes, pour qui les solutions actuelles ne fonctionnent que peu ou pas, et les services mandatés.

## **La Prévention de la radicalisation religieuse**

### L'équipe mobile de prévention de la radicalisation

Elle anime le collectif « Ensemble on fait quoi ? », dont elle est l'un des initiateurs. Créé à la suite des attentats de 2015, ce collectif aide les professionnels du travail social et de l'éducation à réfléchir et à se former sur les questions de radicalisation religieuse et sociale. Après une réduction d'activité liée au COVID, le collectif a relancé ses cycles de conférences, accueillant en 2021 la sociologue et criminologue Maria MOURANI, venue présenter son livre *Machine Jihad. Du désir à l'engagement : 10 jeunes lèvent le voile*.

En 2015 également, le Ministère de l'Intérieur a mis en place dans chaque département français des CPRAF (Cellules de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles). Placées sous l'autorité du Préfet, elles ont pour objectif d'accompagner les familles qui signalent un proche et d'offrir une prise en charge aux personnes signalées en voie de radicalisation. L'association Itinéraires a été missionnée par la Préfecture du Nord en septembre 2015 et par la Préfecture du Pas-de-Calais en 2018, pour mettre en place une équipe mobile de prévention de la radicalisation chargée d'évaluer les situations et d'accompagner les jeunes âgés de 11 à 25 ans et/ou leur entourage, ayant fait l'objet d'un signalement via notamment le numéro vert « Stop Djihadisme ».

L'équipe est composée de 3 travailleurs sociaux et d'1 psychologue.

L'Equipe Mobile mène également des actions de sensibilisation, de conseil et d'appui auprès des différents services d'Itinéraires et auprès d'autres services sociaux et éducatifs sur les questions de radicalisation.

# Bilans

ACTIF	Exercice 2024	Exercice 2023
	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>4 123,02</b>	<b>7 687,02</b>
Frais d'établissement		
Frais de recherche et de développement		
Donations temporaires d'usufruit		
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		
Immobilisations incorporelles en cours		
Avances et acomptes		
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 234 868,91</b>	<b>1 382 399,88</b>
Terrains		
Constructions		
Installations techniques, matériel et outillage industriels		
Immobilisations corporelles en cours		
Avances et acomptes		
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>		
<b>Immobilisations financières</b>	<b>13 076,40</b>	<b>13 607,40</b>
Participations et Créances rattachées		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres		
<b>Total I</b>	<b>1 252 068,33</b>	<b>1 403 694,30</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>ACTIF CIRCULANT</b>	
<b>Stocks et en-cours</b>	<b>14 540,31</b>	<b>74 710,88</b>
<b>Créances</b>		
Créances clients, usagers et comptes rattachés	644 136,15	210 052,31
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	300 926,56	275 994,29
Valeurs mobilières de placement	121 000,00	121 000,00
Instruments de trésorerie		
Disponibilités	2 004 018,66	2 871 452,86
Charges constatées d'avance	35 214,83	31 661,07
<b>Total II</b>	<b>3 119 836,51</b>	<b>3 584 871,41</b>
Frais d'émission des emprunts (III)		
Primes de remboursement des emprunts (IV)		
Ecarts de conversion Actif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>4 371 904,84</b>	<b>4 988 565,71</b>

# Bilans

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>FONDS PROPRES *</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	1 440 278,67	1 440 278,67
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	75 648,86	75 648,86
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	271 028,07	252 725,22
Excédent ou déficit de l'exercice	-264 205,78	18 302,85
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 522 749,82</b>	<b>1 786 955,60</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	125 146,65	144 514,23
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>1 647 896,47</b>	<b>1 931 469,83</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	157 931,40	114 593,65
<b>Total II</b>	<b>157 931,40</b>	<b>114 593,65</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	571 110,47	530 475,47
Provisions pour charges	231 321,26	199 813,90
<b>Total III</b>	<b>802 431,73</b>	<b>730 289,37</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	429 451,33	466 528,45
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	76 726,59	210 923,20
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 085 158,22	1 124 575,50
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19,37	19,37
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	172 289,73	410 166,34
<b>Total IV</b>	<b>1 763 645,24</b>	<b>2 212 212,86</b>
Ecarts de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>4 371 904,84</b>	<b>4 988 565,71</b>

## COMPTE DE RESULTAT exercice du 01 01 2024 au 31 12 2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	0	0
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	394 297,72	155 087,97
production stockée	-51 831,00	50 974,30
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	6 637 255,39	6 695 683,42
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	93 970,48	189 347,55
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	167 236,34	67 571,98
<b>Total I</b>	<b>7 240 928,93</b>	<b>7 158 665,22</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	220 876,28	226 073,61
Variation de stock	8 339,57	-8 905,38
Autres achats et charges externes	583 384,58	607 418,12
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	433 774,71	402 722,74
Salaires et traitements	4 185 256,83	3 962 466,84
Charges sociales	1 685 187,34	1 575 294,64
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	181 595,86	170 137,50
Dotations aux provisions	31 507,36	3 851,18
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	150 911,41	130 187,75
<b>Total II</b>	<b>7 480 833,94</b>	<b>7 069 247,00</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-239 905,01</b>	<b>89 418,22</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	54 579,58	48 074,79
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>54 579,58</b>	<b>48 074,79</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	15 951,06	17 234,21
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>15 951,06</b>	<b>17 234,21</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>38 628,52</b>	<b>30 840,58</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>38 628,52</b>	<b>30 840,58</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	1 424,32	1 799,96
Sur opérations en capital	19 367,58	34 967,58
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	81 794,72	27 717,00
<b>Total V</b>	<b>102 586,62</b>	<b>64 484,54</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	-251,56	5 053,09
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	165 767,47	161 387,40
<b>Total VI</b>	<b>165 515,91</b>	<b>166 440,49</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-62 929,29</b>	<b>-101 955,95</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>7 398 095,13</b>	<b>7 271 224,55</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>7 662 300,91</b>	<b>7 252 921,70</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-264 205,78</b>	<b>18 302,85</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

ANNEXE AU BILAN DU 31 DECEMBRE 2021		SOMMAIRE (1)		
N° ORDRE	Entreprise personne morale dépassant deux des trois critères fixés	INFORMATIONS		
		Produites N° page	Non Produites	
			N. S.	N. A.
I	REGLES ET METHODES COMPTABLES (B) .....	2 à 9		
II	IMMOBILISATIONS .....	10		
III	AMORTISSEMENTS .....	11		
IV	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES .....			NA
V	IMMOBILISATIONS FINANCIERES .....	12		
VI	ECARTS DE REEVALUATION SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES .....			NA
VII	VARIATION DE LA RESERVE DE REEVALUATION .....			NA
VIII	ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES .....	13		
IX	PROVISIONS .....	14		
X	ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN : ENTREPRISES LIEES .			NA
XI	ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN : EFFETS DE COMMERCE			NA
XII	PRODUITS A RECEVOIR .....	15 à 16		
XIII	COMPTES DE REGULARISATION .....	17 à 18		
XIV	CHARGES A PAYER .....	19 à 20		
XV	ECARTS DE CONVERSION ACTIF - PASSIF .....			NA
XVI	CREDIT BAIL (B) .....	21		
XVII	ENGAGEMENTS FINANCIERS PARTICULIERS .....	22		
XVIII	DETTE GARANTIES PAR DES SURETES REELLES .....			NA
XIX	DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT	23		
XX	COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL - PARTS DE FONDATEUR .....			NA
XXI	FILIALES ET PARTICIPATIONS .....			NA
XXII	VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET .....			NA
XXIII	VENTILATION DE L'IMPOT SUR LE BENEFICE .....			NA
XXIV	INCIDENCE DES DISPOSITIONS FISCALES DEROGATOIRES .....			NA
XXV	SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE .....			NA
XXVI	REMUNERATION DES DIRIGEANTS ET EFFECTIF MOYEN .....	24		
	VARIATION DES FONDS PROPRES .....	25		
	TABEAU DE FINANCEMENT	26		

(1) Les sommes font partie intégrante de l'annexe, les indications N.A. pour non applicable à l'entreprise ou N.S. pour non significative remplacent les états néants et sont des informations en elles-mêmes.

## **I - REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **1 - PRINCIPES GENERAUX**

Les comptes annuels de 2024 sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises ( règlement ANC 2014-03 ) et aux pratiques comptables généralement admises, ainsi qu'au règlement 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but lucratif, et au règlement 2020-08 du 4 décembre 2020, modifiant le règlement 2018-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (B)	ANNEXE I
(Code du commerce - articles 9 et 11 - Décret n° 83-1020 du 29 Novembre 1983 - articles 7, 21 24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3e)	

LES CONVENTIONS GENERALES COMPTABLES ONT ETE APPLIQUEES, DANS LE RESPECT DU PRINCIPE DE PRUDENCE, CONFORMEMENT AUX HYPOTHESES DE BASE :

- ♦ Continuité de l'exploitation
- ♦ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- ♦ Indépendance des exercices

ET CONFORMEMENT AUX REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Exceptions : Les comptes "Pertes sur exercice antérieurs" et "Profits sur exercices antérieurs" sont maintenus pour la présentation des comptes de fin d'exercices.

L'annexe jointe indique les comptes dans lesquels les différentes sommes auraient dû être ventilées ( Pages 3 et 4 )

LA METHODE DE BASE RETENUE POUR L'EVALUATION DES ELEMENTS INSCRITS EN COMPTABILITE EST LA METHODE DES COUTS HISTORIQUES

LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES SONT LES SUIVANTES :

(Lorsqu'un chapitre existe ou comporte plusieurs possibilités, le texte retenu est indiqué d'une croix ☒ )

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES SONT EVALUEES A LEUR COUT D'ACQUISITION (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) OU A LEUR COUT DE PRODUCTION

☐ à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

☒ Concernant la nouvelle construction , les comptes annuels ont été établis en application des règlements CRC 2004-06 du 23/11/04 relatifs à la définition comptabilisation évaluation des actifs et au CRC 2002-10 du 12/12/03 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs.

☐ LES INTERETS DES EMPRUNTS SPECIFIQUES A LA PRODUCTION D'IMMOBILISATIONS (Décret article 7.2°)

☐ ne sont pas inclus

☐ sont inclus

dans le coût de production de ces immobilisations.

DEROGATION CONCERNANT LE COMPTE "Pertes sur exercices antérieurs"	
--	--

[illegible]

**Dont :**

charges d'exploitations	251,56
charges exceptionnelles	0,00

DEROGATION CONCERNANT LE COMPTE "Profit sur exercices antérieurs"	
1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	
29	
30	
31	
32	
33	
34	
35	
36	
37	
38	
39	
40	
41	
42	
43	
44	
45	
46	
47	
48	
49	
50	
51	
52	
53	
54	
55	
56	
57	
58	
59	
60	
61	
62	
63	
64	
65	
66	
67	
68	
69	
70	
71	
72	
73	
74	
75	
76	
77	
78	
79	
80	
81	
82	
83	
84	
85	
86	
87	
88	
89	
90	
91	
92	
93	
94	
95	
96	
97	
98	
99	
100	

<i>INTITULE</i>	<i>MONTANT</i>	<i>COMPTE D'IMPUTATION</i>
AB Huissier / indemnités dossier contentieux SO	262,88	637800
<b>TOTAL</b>	<b>262,88</b>	

## REGLES ET METHODES COMPTABLES (B) SUITE

☒ PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

☒ STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode :

☒ "premier entré, premier sorti"

☐ du coût unitaire moyen pondéré

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

☒ LES PRODUITS FABRIQUES sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont :

☒ exclus de la valorisation des stocks

☐ inclus dans la valorisation des stocks

☐ LES ENCOURS DE PRODUCTIONS correspondent :

☐ aux travaux exécutés entre la date de la dernière situation contractuelle et la date de la clôture de l'exercice (méthode de l'avancement des travaux)

☐ aux travaux exécutés sur l'ensemble des chantiers non terminés à la clôture (méthode de l'achèvement des travaux)

☐ UNE PROVISION POUR DEPRECIATION DES STOCKS égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

☐ INTERETS SUR ELEMENTS DE L'ACTIF CIRCULANT (Décret - article 7.2°)

Les intérêts inclus dans la valeur des stocks au bilan s'élèvent à F \_\_\_\_\_ pour les stocks dont le cycle de production dépasse la durée de l'exercice.

☒ CREANCES

☒ Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

☒ Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

☐ PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS. Les primes de remboursement sont amorties au prorata des intérêts courus par fractions égales sur la durée de l'emprunt.

☐ AVANCES AUX DIRIGEANTS : CAS SPECIAUX (Décret - article 24.17°) :

Montant des avances et crédits alloués aux dirigeants F.

Conditions consenties :

Remboursements effectués au cours de l'exercice.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES (B) SUITE

LES AMORTISSEMENTS POUR DEPRECIATION SONT CALCULES SUIVANT LA DUREE DE VIE PREVUE.

Les taux les plus couramment retenus sont les suivants :  
(L : Linéaire ; D : Dégressif ; E : Exceptionnel)

<i>Immobilisations incorporelles et corporelles</i> 1		<i>Amortissements pour dépréciation</i> 2	<i>Amortissements fiscalement pratiqués</i> 3
Logiciels	Neuf	L 20&25&33,33	NA
Constructions	Rue du Bas Jardin Rue du Bas Jardin agrandissement Garage rue ce Maubeuge Lille Agencements	L 6,67 % L 4,00 % L 10% L 10&20 %	NA
Installations techniques, matériel et outillage	Neuf Occasion	L 10,00 % L 20,00 % L 33,33 % & L 50%	NA
Installations générales, agencements et aménagements divers		L 20 & 10 % & 25%& 33,33%	NA
Matériel de transport	Neuf Occasion	L 25 % & L 20,00 % & L 10% L 33,33 %	NA
Matériel de bureau et informatique		L 10 & 20,00 % 25,00 % 33,33 % & 50%	
Mobilier	Sièges	L 10,00 % L 20,00 % & L 25 %	NA

☐ REPRISE EXCEPTIONNELLE D'AMORTISSEMENTS (Décret - article 8.5°)

☐ L'écart (col. 3 - 2) entre les amortissements fiscalement déductibles (col. 3) et les amortissements pour dépréciation (col. 2) est :

☐ comptabilisé en amortissements dérogatoires (provisions réglementées) auquel s'ajoutent les amortissements exceptionnels

☐ conservé en amortissements pour dépréciation

☐ seuls les amortissements exceptionnels sont comptabilisés en amortissements dérogatoires

☐ INTERETS IMMOBILISES

Le montant des intérêts concernant le coût de production des immobilisations est :

☐ EXCLUS

☐ INCLUS POUR

## REGLES ET METHODES COMPTABLES (B) SUITE

☐ PROVISIONS REGLEMENTEES☐ Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.☐ La différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation est comptabilisée en provisions réglementées (amortissements dérogatoires).

La contrepartie de ces provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

☐ OBLIGATIONS CONVERTIBLES (Décret - article 24.19°)

Nombre à la date de clôture de l'exercice :

Valeur :

Etendue des droits conférés :

☐ OPERATIONS EN DEVISES☐ Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération.☐ Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice.☐ La différence résultant de l'actualisation des dettes, créances et disponibilités en devises au dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".☐ Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques :☐ en totalité☐ partiellement suivant les modalités suivantes :☐ OPERATIONS A LONG TERME

Les opérations à long terme sont comptabilisées suivant la méthode :

☐ du pourcentage d'avancement des travaux☐ de l'achèvement des travaux☐ IDENTITE DES SOCIETES - MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE  
(Décret - article 24.14°)

REGLES ET METHODES COMPTABLES (B) SUITE
---

CHANGEMENTS DE METHODE D'EVALUATION :

- ☒ Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.
- ☐ Les changements de méthode d'évaluation intervenus au cours de l'exercice sont les suivants :

**REGLES ET METHODES COMPTABLES (B) SUITE**

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION :

- ☐ Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.
- ☐ Les changements de méthode de présentation intervenus au cours de l'exercice sont les suivants :

**EVENENEMENTS DE L'EXERCICE**

- ☒ Application pour les "Oubliés du Ségur"

**EVENENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**☐

(Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - article 24.4*)							
IMMOBILISATIONS						ANNEXE II	
		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
			Réévaluation au cours de l'exercice	Acquisitions, créations apports et virements	Virements de poste à poste	Cessions à des tiers ou mises hors service	Valeur d'origine des imm. en fin d'exercice
<b>I. Immobilisations incorporelles</b>							
Frais d'évaluation externe		13 779,96					13 779,96
Frais de recherche et de dévelop.	205000	0,00					0,00
Concession, brevets et droits simil.		38 412,29					38 412,29
Fonds commercial							
Autres Immobilisations Incorporelles	206000	280,00					280,00
Avances et acomptes							
<b>TOTAL I</b>		<b>52 472,25</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>II. Immobilisations corporelles</b>							
Terrains	211000	180 489,80	0,00	0,00	0,00	0,00	180 489,80
Constructions : Sur sol propre	213000	1 032 482,86					1 032 482,86
Sur sol d'autrui							
Installations général. agen., amén., ds const.	213500	1 290 845,95					1 290 845,95
		2 323 328,81	0,00	0,00	0,00	0,00	2 323 328,81
Instal. tech., mat. outill. industriels	215400	138 675,55					138 675,55
Matériel d'activité	216000	1 662,44					1 662,44
Autres immobilisations corporelles		0,00					0,00
Instal. génér., agenc., aménag. divers	218100	141 162,18		1 776,00			142 938,18
Matériel de transport	218200	349 699,08					349 699,08
Matériel de bureau et infor., mobilier	218300	263 946,05		17 760,00			281 706,05
	218400	121 409,10		2 830,89			124 239,99
Emballages récupérables et divers		0,00					0,00
		1 016 554,40	0,00	22 366,89	0,00	0,00	1 038 921,29
Immobilisations corporelles en cours							0,00
Avances et acomptes		329,87			329,87		0,00
<b>TOTAL II</b>		<b>3 520 702,88</b>	<b>0,00</b>	<b>22 366,89</b>	<b>329,87</b>	<b>0,00</b>	<b>3 542 739,90</b>
<b>III. Immobilisations financières</b>							
Participations							0,00
Créances rattachées à des participat.							0,00
Autres titres immobilisés							0,00
Prêts							0,00
Autres Immobilisations financières	275000	13 607,40			531,00		13 076,40
<b>TOTAL III</b>		<b>13 607,40</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>531,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 076,40</b>
<b>TOTAL Immobilisations</b>		<b>3 586 782,53</b>	<b>0,00</b>	<b>22 366,89</b>	<b>860,87</b>	<b>0,00</b>	<b>3 608 288,55</b>

(Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - article 24.4°)										A M O R T I S S E M E N T S			ANNEXE III	
			Amortissements Début de l'exercice	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			Diminutions éléments sortis et reprises	Amortissements fin de l'exercice	PROVISIONS AMORTISSEM ENTS Reprises (-)					
				Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	TOTAL							
I. Immobilisations incorporelles	Frais d'évaluation externe	8 344,56	2 756,00				11 100,56		11 100,56					
	Frais de recherche et de développ.													
	Concessions, brevets et droits simil.	36 440,67	808,00				37 248,67	0,00	37 248,67					
	Fonds commercial													
Autres Immobilisations Incorporelles														
TOTAL I		44 785,23	3 564,00	0,00	0,00	0,00	48 349,23	0,00	48 349,23	-				
II. Immobilisations corporelles	Constructions : Sur sol propre	655 521,21	43 021,87				698 543,08		698 543,08					
	Sur sol d'autrui													
	Installations général.													
	agen., amén., ds const.	699 268,04	54 556,34				753 824,38		753 824,38					
TOTAL II		1 354 789,25	97 578,21	0,00	0,00	0,00	1 452 367,46	0,00	1 452 367,46	-				
	Instal. tech., mat. outill. industriels	128 282,59	3 025,38				131 307,97		131 307,97					
	matériel d'activité	1 662,44					1 662,44		1 662,44					
	Autres immobilisations corporelles	0,00					0,00		0,00					
	Instal. génér., agenc., aménag. divers	117 396,47	6 238,77				123 635,24		123 635,24					
TOTAL III		268 797,86	18 054,25				286 852,11		286 852,11					
III. Immobilisations financières	Matériel de transport	268 797,86	18 054,25				286 852,11		286 852,11					
	Matériel de bureau et infor., mobilier	162 081,43	41 392,24				203 473,67		203 473,67					
	Emballages récupérables et divers	105 293,33	3 279,14				108 572,47		108 572,47					
	TOTAL I I	783 514,12	71 989,78	0,00	0,00	0,00	855 503,90	0,00	855 503,90	-				
TOTAL I I I		2 138 303,37	169 567,99	0,00	0,00	0,00	2 307 871,36	0,00	2 307 871,36	-				

IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
		ANNEXE V
PARTICIPATIONS		MONTANT
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS		MONTANT
AUTRES TITRES IMMOBILISES		MONTANT
PRETS		MONTANT
	- PRETS	-
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		MONTANT
	- CAUTIONNEMENT	13 076,40

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES	
Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - article 24-7°)	ANNEXE VIII

CADRE A			ETAT DES CREANCES	Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'un an 3	
DE ACTIF IMMOBILISATIONS	Créances rattachées à des participations						
	Prêts (1) (2)				-		
	Autres immobilisations financières			13 076,40	13 076,40		
	Clients douteux ou litigieux			-	-		
	Autres créances clients			642 816,15	642 816,15		
DE ACTIF CIR. CULANT	Personnel et comptes rattachés			19 842,18	19 842,18		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			-	-		
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			-		
		Taxe sur la valeur ajoutée			-		
		Autres impôts, taxes et versements assimilés			-		
		Divers		277 774,45	277 774,45		
	Groupe et associés (2)				-		
	Débiteurs divers			3 309,93	3 309,93		
	Charges constatées d'avance			35 214,83	35 214,83		
	TOTALUX			992 033,94	992 033,94	0,00	
	RE NV OIS	1	Montant des	* Prêts accordés en cours d'exercice			
				* Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	2	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)					

CADRE B		ETATS DES DETTES	Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligatoires convertibles (1)					156 976,16	235 405,94
Autres emprunts obligataires (1)						
Emprunts et dettes auprès des établisse- ments de crédit (1)	à 2 ans maximum à l'origine					
	à plus de 2 ans à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)						
Fournisseurs et comptes rattachés						
Personnel et comptes rattachés						
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée					
	Autres dettes					
	Autres impôts, taxes et assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-			
Groupe et associés (2)		-	-			
Autres dettes		19,37	19,37			
Produits constatés d'avance		172 289,73	172 289,73			
TOTAL			1 762 745,24	1 370 363,14	156 976,16	235 405,94
RE NV OIS	1	Emprunts souscrits en cours d'exercice	37 969,66			
		Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	2	Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

(Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - article 24.2 et 24-16°)

## PROVISIONS

## ANNEXE IX

	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
<b>TOTAL I</b>				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES</b>				
Pour litiges	199 813,90	31 507,36		231 321,26
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
<b>Sous-total : provisions pour risques</b>	199 813,90	31 507,36	0,00	231 321,26
<b>PROVISIONS POUR CHARGES</b>				
Provisions pour impôts				
Provisions pour retraite	530 475,47	108 985,40	68 350,40	571 110,47
<b>Fonds Dédiés</b>				
Fonds Dédiés	114 593,65	56 782,07	13 444,32	157 931,40
<b>Sous-total : provisions pour charges</b>	645 069,12	165 767,47	81 794,72	729 041,87
<b>TOTAL II</b>	<b>844 883,02</b>	<b>197 274,83</b>	<b>81 794,72</b>	<b>960 363,13</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
Sur immobilisations :				
* incorporelles				
* corporelles				
* financières				0,00
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	1 646,18	8 463,87	1 646,18	8 463,87
Sur comptes salariés	3 798,79	1 582,77		5 381,56
<b>TOTAL III</b>	<b>5 444,97</b>	<b>10 046,64</b>	<b>1 646,18</b>	<b>13 845,43</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>850 327,99</b>	<b>207 321,47</b>	<b>83 440,90</b>	<b>974 208,56</b>
Dont dotations et reprises :				
* d'exploitation		207 321,47	83 440,90	
* financières				
* exceptionnelles		0,00	0,00	

PRODUITS A RECEVOIR	ANNEXE XII
(Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - article 23)	MONTANT
Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Intérêts courus sur créances rattachées à des participations .....	
Autres immobilisations financières .....	
CREANCES	
Clients produits non encore facturés .....	-
AUTRES CREANCES	
Fournisseurs .....	-
Personnel .....	-
Organismes sociaux .....	27 838,85
ETAT .....	39 393,54
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT .....	
DISPONIBILITES	
Intérêts courus .....	-
<b>TOTAL .....</b>	<b>67 232,39</b>

PRODUITS A RECEVOIR		DETAIL ANNEXE XII
<b>CLIENTS</b>		
Client factures à établir		
	Sous Total	0,00
<b>AUTRES CREANCES</b>		
<b>FOURNISSEURS</b>		
		0,00
	Sous Total	0,00
<b>ORGANISMES SOCIAUX</b>		
intérêts créditeurs		0,00
Prévoyance à recevoir		11 686,06
Personnel produits à recevoir		16 152,79
Organismes sociaux		0,00
	Sous Total	27 838,85
<b>PERSONNEL</b>		
	Sous Total	0,00
<b>ETAT</b>		
Asp/ Contrats Adulte relais		39 393,54
	Sous Total	39 393,54
<b>DISPONIBILITES</b>		
		0,00
<b>TOTAL</b>		<b>67 232,39</b>

(Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - article 23)		COMPTES DE REGULARISATION	ANNEXE XIII
CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Charges	Produits
	Charges / Produits d'exploitation .....	35 214,83	172 289,73
	Charges / Produits financiers .....		
	Charges / Produits exceptionnels .....		
	TOTAL .....	35 214,83	172 289,73
CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES		Montant	Taux d'amortissement
	Charges différées .....		
	Frais d'acquisition des immobilisations .....	0	
	Frais d'émission des emprunts .....		
	Charges à étaler .....		
	TOTAL .....	0	0

COMPTE DE REGULARISATION	
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	
Partenord Habitat	1 300,57
Budget Educatif	869,69
KONICA	1 282,51
EXTREM IT	9 724,07
EIFPAGE	560,42
SUGGARDADDY	151,85
ASH	
La Poste	259,20
La Voix du Nord	107,95
Bouygues	1 713,07
UP	9 717,77
Lyreco	71,22
Juris association	484,80
Fédération add	459,95
ACS	384,00
CHRU	816,61
CARRE GESTION	5 085,18
API Comtat	57,90
INFHOR	18,00
Le Monde	106,98
SCHINDLER	405,83
Repro-it	564,91
ZOOM	28,68
ADOBE	746,71
SENDINBLUE	296,97
<b>Total</b>	<b>35 214,83</b>

<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	
MAJ'YC Recette emballages KDO King Jouet Noel 2024	292,98
MISTRAL Recette emballages KDO King Jouet Noel 2024	712,39
Cotisations Administrateurs ITINERAIRES 2024 à recevoir	-100,00
FSE part 2025	171 384,36
<b>TOTAL</b>	<b>172 289,73</b>

CHARGES A PAYER			
(Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - article 23)		ANNEXE XIV	
	Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan :	MONTANT	
		Déductible	Non déductible
	Emprunts obligataires convertibles .....		
	Autres emprunts obligataires .....		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit .....	1 110,00	
	Emprunts et dettes financières divers .....		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés .....	17 459,77	
	Dettes fiscales et sociales .....	657 575,58	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés .....		0
	Autres dettes .....	-	

CHARGES A PAYER	DETAIL ANNEXE XIV
-----------------	-------------------

<b>EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	
Intérêts courus sur emprunt	1 110,00
intérêts courus à payer	
<b>TOTAL</b>	<b>1 110,00</b>
<b>DETTES FOURNISSEURS</b>	
Eaux	
Electricité-Gaz	2 755,86
Prestataires	6 249,60
Commissaire aux comptes + Expert comptable	5 916,00
Budget éducatif	221,16
Téléphonie	28,39
Frais de formation	59,61
Frais de mission	19,51
Collèges	340,19
ASH	77,50
LMH MLS	1 791,95
<b>TOTAL</b>	<b>17 459,77</b>
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES PLUS ETAT</b>	
Congés à payer	357 108,34
Charges sociales sur congés à payer	150 371,73
Charges fiscales sur congés à payer	42 594,18
CET	91 030,57
Effort construction	16 470,76
<b>TOTAL</b>	<b>657 575,58</b>
<b>AUTRES DETTES</b>	
Clients Avoirs à établir	-
crédoiteurs divers	
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>

CREDIT-BAIL					
(Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - article 53 A)				ANNEXE XVI - B	
	Immobilier		Mobiliers		TOTAL
	Terrains	Constructions	Installations Matériel Outillage	Autres	
VALEUR D'ORIGINE					
AMORTISSEMENTS (équivalence) Cumuls exercices antérieurs Dotations de l'exercice					
TOTAL .....				-	-
REDEVANCES PAYEES : Cumuls exercices antérieurs Exercice					- -
TOTAL .....				-	-
REDEVANCES RESTANT A PAYER (1) à un an au plus à plus d'un an et cinq ans au plus à plus de cinq ans					- -  
TOTAL .....				-	-
VALEUR RESIDUELLE : à un an au plus à plus d'un an et cinq ans au plus à plus de cinq ans					-   
TOTAL .....				-	-
MONTANT PRIS EN CHARGES DANS L'EXERCICE					-

(1) En cas d'indexation, la somme des redevances restant à payer est calculée par application du dernier indice connu.

ENGAGEMENTS FINANCIERS PARTICULIERS (1)		ANNEXE XVII
(Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - articles 24-9° et 24-16°)	Montant hors bilan	Montant provisionné
<b>ENGAGEMENTS DONNES :</b>		
Effets escomptés non échus .....		
Avals et cautions .....		
Engagements en matière de pensions .....		
Autres engagements donnés .....		
Intérêts restant à courir sur les emprunts Caisse d' Epargne.....		-
.....		
.....		
TOTAUX ..... (2)	-	-
(2) Dont concernant		
les dirigeants .....		
les filiales .....		
les participations .....		
les autres entreprises liées .....		
(2) Dont engagements assortis de sûretés réelles .....		
(1) A l'exception des engagements en matière de crédit-bail.		
<b>ENGAGEMENTS RECUS :</b>		
Garanties reçues : .....		
	-	
TOTAUX .....	-	

Valeur mobilière de placement détenue au 31/12/2024 :

	Quantité	Valeur nominale	Valeur de marché	Valeur du portefeuille	Plus value latente
Parts sociales Caisse d'épargne	6 050,00	20,00	121 000,00	121 000,00	
Plus value latente au 31 décembre 2024				121 000,00	0,00

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS		
(Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - articles 24-18°)		ANNEXE XXVI
<p>REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES :</p> <p>* des organes d'administration (1) .....</p> <p>* des organes de direction (2) (3) .....</p> <p>* des organes de surveillance (1) .....</p> <p>(1) Jetons de présence.  (2) Au titre des fonctions de direction.  (3) Eventuellement : mentions de la non fourniture du montant du fait que cette indication conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle (Francis Lefebvre "Annexe" page 171).</p>		
EFFECTIF MOYEN		
(Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983 - articles 24-22°)	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres .....	20	
Travailleurs sociaux .....	89	
Employés .....	11	
Superviseurs	1	
Ouvriers .....		
TOTAL .....	121	

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES	
<i>Imputation du résultat de l'exercice</i>	

Fonds propres à la clôture de l'exercice précédent (1) ..... 1 931 469,83

Variation de l'exercice

Fonds de trésorerie et fonds associatif	(2) .....	
Subvention d'investissement	(3) .....	
Quote part / Subventions investissements	(4) ..... -	2 875,58
Quote part / Subventions investissements	(5) ..... -	8 492,00
Quote part / Subventions investissements	(6) ..... -	8 000,00

Fonds propres à la clôture de l'exercice 2023 (= 1+2+3+4+5)= .. 1 912 102,25

Résultat 2024 - 264 205,78

Total des fonds propres 1 647 896,47